

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 58

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

59^a Sessione plenaria
(Parigi, 30 novembre-2 dicembre 2010)

Raccomandazione n. 865 ⁽¹⁾

In materia di proliferazione delle armi di distruzione di massa,
difesa missilistica e sicurezza europea ⁽²⁾

Trasmessa il 28 gennaio 2011

L'ASSEMBLÉE,

(i) Réaffirmant son engagement de promouvoir une non-prolifération réelle et durable et le désarmement à l'échelle mondiale;

⁽¹⁾ Adoptée par l'Assemblée le 1er décembre 2010, au cours de sa 2ème séance plénière.

⁽²⁾ Exposé des motifs: voir rapport présenté au nom de la Commission politique par Johannes Pflug, rapporteur (Allemagne, Groupe socialiste), Document 2090.

(ii) Se félicitant du document adopté par consensus à la Conférence d'examen 2010 du Traité de non-prolifération et de son plan d'action en 64 points sur les trois piliers du TNP proposant des étapes pour mettre en oeuvre la Résolution de 1995 de la Conférence d'examen et de prorogation du TNP appelant à faire du Moyen-Orient une région exempte d'armes de destruction massive;

(iii) Consciente de l'incapacité de la Conférence d'examen 2010 du TNP à par-

venir à un accord sur la proposition du Président Obama visant à adopter un certain nombre de mesures de grande portée en cas de violation du traité par des pays parties à ce traité;

(iv) Se félicitant du succès des négociations bilatérales entre les Etats-Unis et la Russie qui ont conduit à la signature du nouveau Traité START (Traité sur la réduction des armes stratégiques);

(v) Notant que le Traité START et ses inspections ont expiré en décembre 2009 et que le nouveau Traité START n'entrera en vigueur qu'après sa ratification par le Sénat américain et par le Parlement russe;

(vi) Préoccupée par le fait que l'Iran, Etat signataire du Traité de non-prolifération, n'a cessé de répéter qu'il ne développait sa puissance nucléaire qu'à des fins civiles alors que des doutes sérieux persistent sur le caractère civil de son programme nucléaire, notamment en raison du fait qu'il conduit un programme balistique en parallèle;

(vii) Préoccupée par le fait que la Chine, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, n'assume pas pleinement ses responsabilités en s'abstenant d'imposer des sanctions à l'Iran;

(viii) Appuyant la plus récente résolution du Conseil de sécurité des Nations unies – 1929 du 9 juin 2010 – qui impose un quatrième cycle de sanctions à l'Iran, réitère l'appel du Conseil de sécurité des Nations unies à ce pays pour qu'il mette un terme à son programme d'enrichissement de l'uranium et à ses activités de retraitement du combustible et interrompe la construction de son réacteur à eau lourde et qui demande à ce pays de communiquer à l'AIEA les informations relatives à la conception des nouvelles centrales qu'il projette de construire;

(ix) Appuyant les sanctions supplémentaires imposées à l'Iran de façon unilatérale par un certain nombre de pays dans le monde;

(x) Soulignant que la stratégie actuelle de sanctions et de négociations mise en place par la communauté internationale pour mettre un terme aux activités nucléaires de l'Iran risque de ne pas réussir à empêcher ce pays d'acquérir l'arme nucléaire et qu'il faut adopter une stratégie de circonstance pour faire face à cette éventualité;

(xi) Appuyant les efforts déployés jusqu'ici par le Président Obama en faveur de la nonprolifération et du désarmement et sa vision d'un monde sans armes nucléaires tout en rappelant qu'elle n'a de chances de se concrétiser qu'à la suite de profonds changements dans l'environnement sécuritaire international et qu'elle doit donc être perue comme un objectif à long terme;

(xii) Consciente du lien existant entre la prolifération nucléaire et la défense antimissile et du fait que certains pays mènent en parallèle des programmes nucléaires et balistiques;

(xiii) Se félicitant de l'accord signé par les 28 États membres de l'OTAN au sommet de l'Alliance à Lisbonne, prévoyant d'établir un bouclier de défense pour la protection de tous les membres de l'OTAN et d'examiner les possibilités d'une défense antimissile avec la Russie;

(xiv) Notant que l'UE a écludé jusqu'ici toute discussion d'ensemble sur la défense antimissile;

(xv) Consciente que l'administration Obama a relancé des plans visant à mettre sur pied les éléments d'une approche échelonnée (PAA) d'un bouclier antimissile en Europe orientale;

(xvi) Notant que l'OTAN et la Russie participent activement aux négociations sur l'approche échelonnée (PAA);

(xvii) Profondément inquiète face au bombardement meurtrier perpétré par la Corée du Nord contre l'île Sud-coréenne de Yeongpyeong, cette nouvelle et évidente provocation militaire ayant pour effet de déstabiliser encore davantage la région;

(xviii) Appuyant la Résolution 1874 du Conseil de sécurité des Nations unies du 12 juin 2009 appelant les nations à imposer des sanctions financières et relatives aux armements contre la Corée du Nord;

(xix) Préoccupée par l'absence persistante de la Corée du Nord aux pourparlers à six et consciente du rôle influent que peut jouer la Chine, notamment en ramenant ce pays à la table des négociations;

(xx) Préoccupée par le fait que la Corée du Nord a révélé l'existence d'une nouvelle usine d'enrichissement de l'uranium et ne manifeste nullement l'intention de mettre fin à ses programmes balistiques et nucléaires;

(xxi) Préoccupée par les dangers que représentent les activités de prolifération de la Corée du Nord;

(xxii) Préoccupée par l'absence d'une solution viable pour résoudre les tensions persistantes entre les deux puissances nucléaires que sont le Pakistan et l'Inde;

(xxiii) Craignant que les dangers du terrorisme nucléaire deviennent de plus en plus réels alors que certains pays continuent à poursuivre leurs ambitions nucléaires, notamment ceux qui ont soutenu des activités terroristes par le passé,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE, EN TANT QUE MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE, À:

1. Appuyer pleinement la récente Résolution 1929 du Conseil de sécurité des Nations unies, et à se préparer à imposer des sanctions plus sévères à l'Iran au cas où ce pays manquerait à ses obligations internationales et ne fournirait pas la preuve du caractère pacifique de son programme nucléaire;

2. Développer une stratégie de circonstance pour parer à l'éventualité de l'acquisition par l'Iran de l'arme nucléaire;

3. Veiller de concert à ce que les 64 points du plan d'action adopté par la Conférence d'examen (RevCon) 2010 soient mis en oeuvre conformément aux trois piliers du Traité de non-prolifération pour ouvrir la voie à la réussite de la conférence d'examen 2015;

4. Demander que le dialogue amorcé par les Etats-Unis sur le bouclier de défense antimissile dans le cadre de l'approche échelonnée (Phased Adaptive Approach) continue à impliquer pleinement l'OTAN et la Russie pour garantir un haut niveau de transparence et de confiance entre toutes les parties;

5. Offrir leur soutien aux États-Unis et à la Chine dans leurs efforts pour ramener le calme et assurer la stabilité dans la Péninsule coréenne;

6. Proposer leur soutien aux six nations dans leur tentative de rouvrir les négociations avec le régime de la Corée du Nord tout en invitant instamment la Chine à appuyer les sanctions financières et relatives aux armements demandées par la Résolution 1874 du Conseil de sécurité des Nations unies, et d'user de son influence pour persuader la Corée du Nord de revenir à la table des négociations et de renoncer à son programme nucléaire;

7. Offrir leur aide aux autorités du Pakistan pour assurer la sanctuarisation durable des armes nucléaires du pays;

8. Redoubler d'efforts pour soutenir le développement économique et social et la gouvernance du Pakistan;

9. Appuyer activement la vision à long terme du Président Obama d'un monde dénucléarisé qu'il convient de promouvoir parallèlement aux réformes économiques et sociales nécessaires en sensibilisant les jeunes générations aux dangers de l'existence dans un monde tributaire des armes nucléaires;

10. Appeler les Etats-Unis et la Russie à ratifier le nouveau Traité START (New

START) et les encourager à exploiter le climat constructif qui s'est créé pendant les négociations sur le nouveau Traité START, et à promouvoir d'autres efforts dans le cadre des régimes de désarmement et de nonprolifération;

11. Promouvoir un vaste dialogue paneuropéen sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires au niveau de l'UE afin d'accroître l'expérience de cette dernière et de renforcer son rôle jusqu'ici positif dans ces domaines.

N. B. Traduzione non ufficialeRaccomandazione n. 864 ⁽¹⁾

In materia di proliferazione delle armi di distruzione di massa, difesa missilistica e sicurezza europea ⁽²⁾

L'ASSEMBLEA,

(i) riaffermando il proprio impegno nel promuovere un disarmo e una non proliferazione nucleare effettivi e duraturi,

(ii) accogliendo con favore il documento consensuale adottato in occasione della Conferenza di revisione del TNP del 2010 e il relativo piano di azione in 64 punti vertente sui tre pilastri del TNP, in cui si propongono misure per l'attuazione della Risoluzione della Conferenza di riesame ed estensione del TNP, la quale lancia un appello per un Medio Oriente libero dalle armi di distruzione di massa;

(iii) consapevole che la Conferenza di revisione del TNP del 2010 non è stata in grado di giungere ad un accordo sulle proposte del Presidente Obama per l'adozione di una serie di misure da imporre in reazione a violazioni del trattato da parte degli stati firmatari del TNP.

(iv) plaudendo al successo dei negoziati bilaterali tra gli Stati Uniti e la Russia, che hanno portato alla sottoscrizione del nuovo Trattato strategico di riduzione degli armamenti (*New Strategic Arms Reduction Treaty*, New START);

⁽¹⁾ Adottata dall'Assemblea il 1° dicembre 2010 in seconda seduta.

⁽²⁾ Memorandum esplicativo: vedere la relazione inoltrata a nome della Commissione politica dall'On. Johannes Pflug (Germania, Gruppo socialista), Relatore, Doc. 2090.

(v) considerando che lo START, e le relative ispezioni, sono cessati nel dicembre 2009, e che il Nuovo START potrà avere inizio solamente a seguito della ratifica da parte del Senato statunitense e del Parlamento russo;

(vi) preoccupata del fatto che benché l'Iran, Stato firmatario del TNP, abbia più volte dichiarato di star sviluppando l'energia nucleare esclusivamente a scopi civili, persistono seri dubbi sul carattere civile del suo programma nucleare, specie alla luce del programma missilistico che sta portando avanti in parallelo;

(vii) preoccupata che la Cina, membro permanente del Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite, non stia pienamente assumendo le proprie responsabilità nell'imporre sanzioni a carico dell'Iran;

(viii) sostenendo la più recente Risoluzione del Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite, la n. 1929 del 9 giugno 2010, che impone una quarta serie di sanzioni contro l'Iran, ribadisce la richiesta del Consiglio di sicurezza che l'Iran cessi ogni attività di arricchimento dell'uranio e ritrattamento del combustibile esaurito e fermi la costruzione del suo reattore ad acqua pesante, e chiede a tale paese di trasmettere all'AIEA i dati costruttivi di qualsiasi nuovo impianto nucleare intenda costruire,

(ix) sostenendo le ulteriori sanzioni unilaterali imposte all'Iran da diversi Paesi di varie parti del mondo;

(x) sottolineando che l'attuale strategia di sanzioni e trattative messa in atto dalla comunità internazionale per fermare le attività nucleari dell'Iran potrebbe non essere in grado di evitare che esso entri in possesso di un'arma nucleare, e che è necessario disporre di una strategia d'emergenza per far fronte, in ultima istanza, a una tale eventualità;

(xi) sostenendo gli intensi sforzi sin qui profusi dal Presidente Obama per la non proliferazione e il disarmo e la sua visione di un mondo libero dalle armi nucleari, ma ricordando al tempo stesso che tale visione potrà prender corpo, se mai ciò avverrà, soltanto a seguito di profondi cambiamenti nell'ambiente della sicurezza internazionale, e deve perciò essere considerata un obiettivo a lungo termine;

(xii) consapevole del nesso esistente tra la proliferazione nucleare e la difesa missilistica, e del fatto che alcuni paesi portano avanti parallelamente programmi nucleari e missilistici;

(xiii) accogliendo con favore l'accordo raggiunto dai 28 Stati membri della NATO al Vertice di Lisbona dell'Alleanza sulla creazione di uno scudo di difesa missilistico a protezione di tutti i membri della NATO e sull'approfondimento delle possibilità di difesa missilistica che includano la Russia;

(xiv) notando che sino ad oggi l'Unione europea si è guardata dall'aprire una discussione generale sulla difesa missilistica;

(xv) consapevole che l'amministrazione Obama ha rilanciato i progetti di costruzione degli elementi costitutivi dello scudo di difesa missilistico ad approccio adattivo in fasi (*Phase Adaptive Approach*, PAA) nell'Europa orientale;

(xvi) notando che sia la NATO, sia la Russia partecipano attivamente ai negoziati PAA;

(xvii) allarmata dal letale bombardamento, da parte della Corea del Nord,

dell'isola sudcoreana di Yeongpyeong, palese provocazione militare foriera di ulteriore destabilizzazione regionale;

(xviii) sostenendo la Risoluzione n. 1874 del 12 giugno 2009 del Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite, che chiede agli Stati d'imporre alla Corea del Nord sanzioni finanziarie e sugli armamenti;

(xix) preoccupata della perdurante assenza della Corea del Nord dai Colloqui a sei e conscia dell'influenza che la Cina potrebbe esercitare in tale trattativa, in particolare nel ricondurre la Corea del Nord al tavolo negoziale;

(xx) preoccupata del fatto che la Corea del Nord abbia rivelato l'esistenza di un ulteriore stabilimento per l'arricchimento dell'uranio e non stia dando alcun segno di voler porre fine ai propri programmi missilistici e nucleari;

(xxi) preoccupata dei pericoli derivanti dalle attività di proliferazione della Corea del Nord;

(xxii) preoccupata dell'assenza di una soluzione valida per appianare le tensioni esistenti tra l'India e il Pakistan, ambedue potenze nucleari militari;

(xxiii) preoccupata del fatto che la realtà e i pericoli del terrorismo nucleare si stiano facendo sempre più presenti, mentre i Paesi continuano a perseguire le proprie aspirazioni al nucleare, segnatamente Stati che in passato hanno foraggiato attività terroristiche,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO D'INVITARE I PAESI DELL'UNIONE EUROPEA OCCIDENTALE, IN QUANTO MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA, A:

1. appoggiare pienamente la Risoluzione 1929 del Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite e prepararsi all'imposizione di sanzioni più rigorose nei confronti dell'Iran, qualora esso non rispettasse i propri obblighi internazionali né desse prova della natura pacifica del proprio programma nucleare;

2. sviluppare una strategia d'emergenza per far fronte all'eventualità che l'Iran entri in possesso di un'arma nucleare;

3. agire di concerto per far sì che il piano di azione in 64 punti della Conferenza di revisione del 2010 (*RevCon*) sia attuato conformemente ai tre pilastri del TNP, in modo da preparare il terreno a un esito positivo della Conferenza di revisione del 2015;

4. chiedere che il dialogo avviato dagli Stati Uniti sullo scudo di difesa missilistico basato sul *Phased Adaptive Approach* continui a rendere pienamente partecipi sia la NATO che la Russia, onde garantire un alto grado di trasparenza e di fiducia fra tutte le parti;

5. offrire sostegno agli Stati Uniti e alla Cina, impegnati a portare stabilità e ristabilire la calma nella penisola coreana;

6. offrire appoggio ai sei Stati nei loro tentativi di riapertura dei negoziati con il regime della Corea del Nord, esortando nel contempo la Cina a sostenere le sanzioni finanziarie e sugli armamenti richieste nella Risoluzione 1874 del Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite e ad esercitare la propria influenza per persuadere la Corea del Nord a tornare al tavolo nego-

ziale e ad abbandonare il suo programma nucleare;

7. offrire il proprio sostegno alle autorità pakistane al fine di garantire una sicurezza duratura delle armi nucleari di quel Paese;

8. intensificare i propri sforzi a sostegno dello sviluppo sociale ed economico e della *governance* del Pakistan;

9. sostenere attivamente la visione di lungo respiro del Presidente Obama di un mondo libero dal nucleare, da promuovere parallelamente alle necessarie riforme economiche e sociali, istruendo le giovani generazioni sui pericoli di un mondo che si affida alle armi nucleari;

10. invitare gli Stati Uniti e la Russia a ratificare il Nuovo START, esortandoli a far leva sul clima positivo instauratosi tra loro durante i negoziati per il Nuovo START e a intraprendere ulteriori iniziative nell'ambito dei regimi di disarmo e non proliferazione;

11. promuovere un dialogo paneuropeo ad ampio raggio sul tema della non proliferazione e del disarmo nucleari in ambito UE, al fine di estendere l'esperienza dell'UE e il suo attuale ruolo di supporto in tali settori.